



Villepin nous vante « l'égalité des chances ». En fait, ne font qu'augmenter les inégalités !

« Après le bâton, les bonbons », c'est un peu ainsi que le gouvernement a présenté son plan de mesures sociales face à la crise des banlieues. En fait de « bonbons », on a droit à une pilule amère : l'état d'urgence est maintenu, la loi anticasseurs est actualisée (c'est un des dispositifs les plus antidémocratiques, puisque chaque manifestant peut être considéré, personnellement, comme responsable de tout incident dans une manifestation).

Le gouvernement ressort les vieilles menaces de suppressions des allocations familiales contre des parents qui ne « contrôleraient pas » leurs enfants. Et, toutes ces mesures sont accompagnées d'un baratin sur la responsabilité « individuelle », très sévère et culpabilisant contre les jeunes, les familles en difficulté, les salariés, les chômeurs, mais bien indulgent envers les chefs d'entreprises, les patrons voyous ou les grands délinquants financiers.

LES MESURES VILLEPIN : DE LA POUDRE AUX YEUX

Le gouvernement veut faire « de l'égalité des chances une réalité pour tous ». Il y a les effets d'annonce : ainsi, le gouvernement fera une campagne de « testing » pour contrôler que les entreprises, boîtes de nuit, agences immobilières n'ont pas de pratiques discriminatoires. Mais avec quels moyens, quelles contraintes ?

Mais plus substantiellement, la politique du gouvernement ne vise pas à l'égalité : au contraire ! Comment expliquer ses propositions de « mettre en œuvre l'apprentissage dès 14 ans » ? Cela ne conduira qu'à la remise en cause de la scolarité jusqu'à 16 ans qui est un droit et surtout à l'expulsion de milliers de jeunes de l'école. Le gouvernement nous parle de relance des ZEP (zone d'éducation prioritaire), mais c'est une escroquerie lorsque l'on sait que, chaque année, les budgets et les postes de l'Education nationale sont revus à la baisse. Sarkozy ne s'embarrasse pas de tous ces considérants : il propose de supprimer les ZEP et de ne retenir que des bourses pour les plus méritants.

On choisira quelques centaines ou milliers de bons élèves et on en rejettera des dizaines de milliers ! Mais surtout comment parler « d'égalité des chances » lorsqu'on accroît la précarité de l'emploi avec le contrat nouvelle embauche qui concerne déjà des centaines de milliers de salariés ou lorsque, par MEDEF interposé, on veut réduire le montant et la durée d'indemnisation du chômage pour des millions de personnes ?

C'EST LE CAPITALISME LIBERAL QUI EST RESPONSABLE DES INEGALITES

Ces dernières décennies, les inégalités se sont accrues. La précarité au travail est la principale source d'inégalité : 5 millions de chômeurs, 7 millions de personnes sous contrats fragiles, peu protégés, flexibles. Plus de 3 millions de personnes sont considérées mal logées. Tous les médias se sont fait l'écho de la tragédie d'une femme, fonctionnaire, qui avec ses 1 200 euros était obligée de dormir dans sa voiture ! Et on nous parle d'égalité des chances. Un système qui produit des millions de « travailleurs pauvres » et qui insécurise une majorité du salariat ne peut qu'approfondir les inégalités. Et, à cette échelle, l'école ne peut que les reproduire.

Pour combattre les inégalités, il faut s'attaquer au système capitaliste : faire passer les besoins sociaux avant les profits.

Il faut une autre redistribution des richesses : assurer un emploi stable avec un salaire garanti pour tous, supprimer les licenciements, augmenter tous les salaires et tous les minima sociaux de 300 euros, donner la priorité à l'école, la santé, la sécurité sociale.

Et financer toutes ces mesures d'un plan d'urgence sociale en taxant les profits capitalistes, voilà le seul moyen efficace et durable de lutter contre les inégalités.

Le 5 décembre 2005

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :